

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **DATA 4 SERVICE**

6, rue de la Trémouille  
75008 Paris

Références : D2025-0245  
Code AIOT : 0006522360

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement DATA 4 SERVICE implanté Route de Nozay 91460 Marcoussis. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DATA 4 SERVICE
- Route de Nozay 91460 Marcoussis
- Code AIOT : 0006522360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DATA 4 SERVICES exploite sur le site de MARCOUSSIS diverses installations nécessaires au fonctionnement de datacenters.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 04/03/2025	/	Demande d'action corrective	3 mois
2	Étude de dispersion des fumées	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	10 mois
3	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
12	Analyse du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
13	Etude technique foudre	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
14	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	10 mois
15	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	10 mois
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.7.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
17	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.7.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
18	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.5	/	Demande d'action corrective	3 mois
19	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
21	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.5.3	/	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
22	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.5.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
23	Prévention des nuisances sonores en phase travaux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 7.5.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
25	Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
26	Mesures de réduction - opérations de terrassement et de construction	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.3.1.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
27	Mesures de réduction - Pour toutes opérations confondues	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.3.1.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Vitesse d'éjection	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Prelevement maximal annuel	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 4.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Convention	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Plan général des stockages	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	BSD	Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
20	Groupes électrogènes - protection	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.4	/	Sans objet
24	Gestion des boues et laitances	Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 4.6.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 17 décembre 2025 a permis de constater que des écarts persistent, en particulier concernant la réalisation et l'exploitation des contrôles réglementaires des groupes électrogènes, la gestion du bruit, la surveillance des eaux souterraines, certaines incohérences documentaires, la prévention des pollutions en phase chantier ainsi que la mise en œuvre de mesures écologiques. Des compléments d'information, justificatifs et plans d'actions sont demandés à l'exploitant afin de lever l'ensemble des observations formulées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 04/03/2025

Thème(s) : Situation administrative, ...

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	<p><b>Existant :</b></p> <p><b>Bâtiments D 3 :</b> 2 GE d'une puissance nominale de 2 900 kW, soit une puissance thermique installée de 5 800 kW (5,8 MW)</p> <p><b>Bâtiments DC 01, DC 02, DC 03, DC 08 :</b> Dans chaque bâtiment : 2 groupes électrogènes (GE) d'une puissance nominale de 5 314,8 kW + 1 GE d'une puissance de 5 314,8 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 10 628 kW (10,63 MW)</p> <p><b>Bâtiments DC 04, DC 05, DC 06, DC 09 à DC 16 [NB : DC 13 n'existe pas] :</b> Dans chaque bâtiment : 3 GE d'une puissance nominale de 5 314,8 kW + 1 GE d'une puissance de 5314,8 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 15942 kW (15,94 MW)</p> <p><b>Bâtiment DC 07 :</b> <u>puissance thermique centrale principale</u> : 4 GE d'une puissance nominale de 5045,09 kW + 1 GE d'une puissance de 5 045,09 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 20 180 kW (20,18 MW) <u>puissance thermique centrale en redondance</u> : 4 GE d'une puissance nominale de 5 314,8 kW soit une puissance thermique installée de</p>	A

		<p>21259kW (21,26 MW)</p> <p><b>Bâtiments DC 17, DC 19 :</b>  Dans chaque bâtiment :  3 GE d'une puissance nominale de 7 182,84 kW + 1 GE d'une puissance de 7182,84 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 21548,52 kW <b>(21,55 MW)</b></p> <p><b>Bâtiments DC 18, DC 20 :</b>  Dans chaque bâtiment :  6 GE d'une puissance nominale de 7 182,84 kW + 2 GE d'une puissance de 7182,84 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 43097,04 kW <b>(43,10 MW)</b></p> <p><u><b>Projet :</b></u>  <b>Bâtiments DC 21, DC 22 :</b>  Dans chaque bâtiment:  2 GE d'une puissance nominale de 5 314,8 kW + 4 GE d'une puissance de 5314,8 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 63778 kW <b>(63,78 MW)</b></p> <p><b>Bâtiments DC 23 :</b>  24 GE d'une puissance nominale de 5 314,8 kW + 8 GE d'une puissance de 5314,8 kW en redondance, soit une puissance thermique installée de 127555,2 kW <b>(127,56 MW)</b></p> <p><b>Puissance thermique nominale totale étant de 612 MW</b></p> <p>N.B : lorsqu'on retranche les puissances des appareils de puissance inférieure à 15MW, la puissance thermique nominale des installations de combustion devient inférieure à 50 MW (P = 0 MW, la puissance de l'ensemble des appareils étant inférieure à 15MW).</p>	
--	--	---	--

4734-1	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p><u>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</u></p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t</p>	<p>Existant :</p> <p>Bâtiments D3:</p> <p>1 cuve enterrée d'un volume de 80 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiments DC O1 :</p> <p>2 cuves enterrées d'un volume de 40 m<sup>3</sup> chacune, soit 80 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiments DC 02 à DC 06 et DC 08 à DC 16 [NE: DC 13 n'existe pas] :</p> <p>Dans chaque bâtiment :</p> <p>2 cuves enterrées d'un volume de 50 m<sup>3</sup> chacune, soit 100 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiments DC 07:</p> <p>2 cuves enterrées d'un volume de 80 m<sup>3</sup> chacune, soit 160 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiments DC 17, DC 19:</p> <p>Dans chaque bâtiment :</p> <p>4 cuves enterrées d'un volume de 30 m<sup>3</sup> chacune, soit 120 m<sup>3</sup> *</p> <p>Bâtiments DC 18, DC 20 :</p> <p>Dans chaque bâtiment :</p> <p>8 cuves enterrées d'un volume de 30 m<sup>3</sup> chacune, soit 240 m<sup>3</sup></p> <p>Projet :</p> <p>Bâtiments DC 71, DC 22 :</p> <p>Dans chaque bâtiment :</p> <p>8 cuves enterrées d'un volume de 50 m<sup>3</sup> chacune, soit 400 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiments DC 23 :</p> <p>16 cuves enterrées d'un volume de 50 m<sup>3</sup> chacune, soit 800 m<sup>3</sup></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant de 3329 tonnes (3 940 m<sup>3</sup> dans 87 cuves enterrées)</p> <p>N.B: L'établissement n'est pas couvert par la Directive SEVESO, bien que mettant en œuvre une quantité de fioul domestique supérieure à 2 500 tonnes, ceci en application de la règle des 2 %.</p>	A
--------	---	---	---

1185-2.a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p><b><u>Existant :</u></b></p> <p><b>Bâtiments D3, DC 01 à DC 20 :</b></p> <p>R 410 : 10 058,7 kg R 134 : 6 827,5 kg R 32 : 420 kg R 407c : 80 kg</p> <p>pour information seulement : R 1234ze : 13 200 kg (non classé dans la rubrique 1185)</p> <p><b><u>Projet :</u></b></p> <p><b>Bâtiments DC 21 à DC 23:</b></p> <p>pour information seulement: R 1234ze: 18 109 kg (non classé dans la rubrique 1185)</p> <p>La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant de 17 386 kg.</p>	DC
1185-3.2	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>2) Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement</p>	<p><b><u>Postes antennes E&amp;F :</u></b></p> <p>Quantité de SF6 : <b>540 kg</b></p>	D

2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs électriques.</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW.</p>	<p><b>Existant :</b></p> <p><b>Bâtiments D3, DC 01 à DC 20 :</b></p> <p>La puissance installée étant de 141 659 kW</p> <p><b>Projet :</b></p> <p><b>Bâtiments DC 11 à DC 22:</b></p> <p>La puissance installée étant de 80 000 kW</p> <p><b>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 221 659 kW.</b></p> <p>N.B: Les batteries des onduleurs sont des batteries étanches à recombinaison de gaz.</p>	D
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p><b>Existant :</b></p> <p><b>Bâtiments D3 :</b></p> <p>1 cuve aérienne d'un volume de 0,5 m<sup>3</sup></p> <p><b>Bâtiments DC 01, DC 02, DC 03, DC 04, DC 07 et DC 08 :</b></p> <p><b>Dans chaque bâtiment :</b></p> <p>2 cuves aériennes d'un volume de 1 500 litres chacune, soit 3 m<sup>3</sup> au total</p> <p><b>Bâtiments DC 05 :</b></p> <p>1 cuve aérienne d'un volume de 2 m<sup>3</sup></p> <p><b>Bâtiments DC 06, DC 09 à DC 16 :</b></p> <p><b>Dans chaque bâtiment :</b></p> <p>2 cuves aériennes d'un volume de 2 000 litres chacune, soit 4 m<sup>3</sup> au total</p>	DC

		<p><b>Bâtiments DC 17, DC19 :</b></p> <p><b>Dans chaque bâtiment :</b></p> <p>4 cuves aériennes d'un volume de 500 litres chacune, soit 2 m<sup>3</sup> au total</p> <p><b>Bâtiments DC18, DC 20 :</b></p> <p><b>Dans chaque bâtiment :</b></p> <p>8 cuves aériennes d'un volume de 500 litres chacune, soit 4 m<sup>3</sup> au total</p> <p><u><b>Projet :</b></u></p> <p><b>Bâtiments DC 21, DC 22 :</b></p> <p><b>Dans chaque bâtiment :</b></p> <p>16 cuves aériennes d'un volume de 500 litres chacune, soit 8 m<sup>3</sup> au total</p> <p><b>Bâtiments DC 23 :</b></p> <p>32 cuves aériennes d'un volume de 500 litres chacune, soit 16 m<sup>3</sup> au total</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant de 82 tonnes (96,5 m<sup>3</sup> dans 118 cuves aériennes).</p>	
--	--	---	--

**A (Autorisation) E (Enregistrement) D (Déclaration) DC (Déclaration avec Contrôle périodique)**

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique n°3110 relative aux installations de combustion.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant définie comme suit :  - Surface du site actuel : 26,31 ha. - Surface du projet : 7,46 ha.  <b>Surface totale du bassin versant étudié : 33,77 ha.</b>	<b>A</b>
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Pose de piézomètres de 10/12 mètres de profondeur.	<b>D</b>

#### Constats :

Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la situation administrative du site. L'exploitant indique que, suite à l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 relatif à la zone 2 Nord, le bâtiment DC21 est livré, le bâtiment DC23 est construit et que sa livraison est prévue pour mars 2026. Concernant le bâtiment DC22, l'exploitant précise que les travaux de fondations et de terrassement ont débuté et que la fin des travaux est prévue pour mi-2027. Suite au porter-à-connaissance du 17 décembre 2024 relatif au poste E&F et au poste dit « Escargot », l'exploitant indique que les travaux sont engagés et que le démarrage est prévu au quatrième trimestre 2026.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que des travaux de terrassement sont en cours au droit du futur bâtiment DC22 et que le poste E&F est construit. Des travaux sont également en cours au droit du futur poste Escargot exploité par le gestionnaire du Réseau de transport d'électricité (RTE).

Concernant les autres rubriques de la nomenclature des installations classées, l'exploitant indique que la seule évolution porte sur le type de combustible utilisé dans les groupes électrogènes. L'exploitant précise que du Hydrotreated Vegetable Oil (HVO) est désormais utilisé et que certaines cuves contiennent, à ce stade, un mélange de HVO et de fioul précédemment utilisé.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, l'exploitant est tenu de transmettre, dans un délai de six mois à compter de la date de signature de cet arrêté, une étude technico-économique relative à la possibilité de substitution du fioul, afin de réduire les quantités de polluants rejetés à l'atmosphère par les groupes électrogènes. **À la date de l'inspection, cette étude n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées.**

L'inspection des installations classées rappelle également que le HVO relève de la rubrique 1436 de la nomenclature des installations classées. Cette évolution constitue une modification des conditions d'exploitation de l'installation. Conformément aux dispositions de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, toute modification apportée doit être portée à la connaissance du préfet préalablement à sa mise en œuvre. **À la date de l'inspection, aucun porter-à-connaissance relatif à l'utilisation de HVO et au nouveau classement du site n'a été transmis.**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un porter-à-connaissance décrivant la modification apportée, ses impacts ainsi que le classement actualisé du site au regard de la nomenclature des installations classées. De plus, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit apprécier le caractère substantiel de sa modification conformément aux **dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement**, et que cette modification fera l'objet d'une demande d'examen au cas par cas conformément aux **dispositions de l'article R.122-2 du Code de l'environnement**.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

## N° 2 : Étude de dispersion des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de valider les hauteurs de cheminée des conduits n°1 à n°23 mentionnés ci-dessus, l'exploitant réalise, avant la mise en service des conduits et installations raccordées correspondantes, une étude des conditions de dispersion des fumées validant l'absence d'impact des rejets atmosphériques.
<b>Constats :</b> Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant indique que la proposition technique et financière de Bureau Veritas a été signée pour la réalisation d'une étude des conditions de dispersion des fumées. Par courriel en date du 14 décembre 2022, l'exploitant transmet le rapport Bureau Veritas intitulé <i>"Modélisation de la dispersion atmosphérique et évaluation sur la qualité de l'air des rejets de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) des groupes électrogènes des datacenters de Data 4 services"</i> . Bureau Veritas précise que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'étude porte sur la réalisation d'une modélisation de la dispersion atmosphérique des émissions de SO<sub>2</sub> des groupes électrogènes afin d'évaluer l'impact de ces émissions pour les riverains et tiers situés dans l'environnement du site ;</li> <li>• la hauteur des cheminées prise en compte correspond à la hauteur réelle des conduits, en lieu et place des hauteurs théoriques calculées en application de l'arrêté ministériel relatif aux installations de combustion ;</li> <li>• le terme source a été majoré en considérant la concentration en dioxyde de soufre égale à la valeur limite d'émission.</li> </ul> La conclusion de l'étude précise que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le quotient de danger calculé pour l'exposition aiguë par inhalation respecte le critère d'acceptabilité de la circulaire du 9 août 2013 des ministères en charge de l'environnement et de la santé ;</li> <li>• les concentrations prévues pour les différents scénarios d'émissions étudiés permettent de respecter l'ensemble des valeurs réglementaires stipulées dans le Code de l'environnement.</li> </ul> L'inspection des installations classées valide la réalisation de cette étude de dispersion des fumées. <b>Toutefois, cette étude nécessite d'être complétée afin de vérifier l'absence d'impact sanitaire des rejets atmosphériques, notamment suite à la mise en service des nouveaux groupes électrogènes et doit inclure les différents polluants, notamment NOX, poussières, SO<sub>2</sub>... etc.</b> Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le même rapport daté du 12 décembre 2022. De plus, l'article 3.2.6 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 précise que l'étude de dispersion atmosphérique des émissions des groupes électrogènes doit être mise à jour suite à la mise en service des groupes électrogènes installés dans les bâtiments DC21 à DC23 afin de vérifier l'absence d'impact sanitaire. <b>L'exploitant doit compléter l'étude initiale au regard des nouveaux éléments et équipements présents dans l'installation. Ce point n'est donc pas levé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

### N° 3 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les polluants concernés, une première mesure est effectuée dans les quatre mois suivant la mise en service des installations, puis périodiquement conformément aux dispositions suivantes</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet deux rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisés par Bureau Veritas et datés du 14 décembre 2023. Le premier rapport concerne une intervention réalisée du 12 septembre 2023 au 10 octobre 2023 pour les bâtiments DC01 à DC07 ainsi que le bâtiment DUAL. Le second rapport concerne une intervention réalisée du 25 septembre 2023 au 9 novembre 2023 pour les bâtiments DC08 à DC17.</p> <p>Pour rappel, conformément aux dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, les valeurs limites d'émission ne s'appliquent pas aux groupes électrogènes destinés exclusivement à fonctionner en situation d'urgence ou de secours. Toutefois, cet article impose à l'exploitant de vérifier la conformité des données d'entrée de l'évaluation des risques sanitaires visée à l'article 3.2.6 par un contrôle des concentrations et flux de polluants rejetés à l'atmosphère portant sur 20 % du nombre total de groupes électrogènes présents sur l'ensemble du site. Le premier contrôle doit être effectué au plus tard six mois après la mise en service des installations de chaque bâtiment, puis renouvelé tous les trois ans.</p> <p>L'analyse par sondage des rapports transmis appelle les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le nombre de groupes électrogènes contrôlés représente environ 20 % du parc installé sur le site, conformément aux dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 ;</li><li>• le bâtiment « DUAL » apparaît dans les rapports transmis alors que celui-ci relève d'un autre site (PAR2) ;</li><li>• les rapports transmis présentent les concentrations et flux mesurés pour différents polluants (notamment CO, NOx, SO<sub>2</sub> et particules), mais ne comportent pas de comparaison explicite entre ces valeurs mesurées et les hypothèses retenues dans l'évaluation des risques sanitaires, alors que ces mesures ont précisément pour objet de vérifier la représentativité et le caractère conservatoire des données d'entrée utilisées dans l'étude de dispersion atmosphérique. <b>À la date de l'inspection, l'exploitant ne justifie pas de la conformité des données d'entrée de l'évaluation des risques sanitaires au regard des résultats des mesures réalisées.</b></li></ul>

S'agissant des bâtiments DC18, DC19 et DC20, aucune mesure de rejets atmosphériques n'a été réalisée. Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant indique que ces bâtiments ont été réceptionnés en 2023 et précise que des mesures sont prévues lors de la campagne de 2026. Toutefois, l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 prévoit que le premier contrôle des rejets atmosphériques est effectué au plus tard six mois après la mise en service des installations de chaque bâtiment, puis renouvelé tous les trois ans. **À la date de l'inspection, les groupes électrogènes des bâtiments DC18, DC19 et DC20 n'ont pas fait l'objet du premier contrôle réglementaire.**

Par ailleurs, dans le document transmis par courriel du 8 janvier 2025, l'exploitant présente un planning prévisionnel des contrôles des rejets atmosphériques faisant apparaître des campagnes annuelles portant sur un nombre de groupes électrogènes bien supérieur à 20 % du parc total. De plus, ce planning prévoit un premier contrôle des groupes électrogènes du bâtiment DC18 seulement en 2027, soit bien au delà de sa mise en service. **L'exploitant doit donc transmettre une stratégie de contrôle permettant de répondre aux dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024.**

À titre de remarque, l'inspection des installations classées constate que le bâtiment « DUAL » figure dans les rapports transmis alors que celui-ci est implanté sur un autre site (PAR2). **Afin d'assurer la cohérence et la lisibilité des contrôles réglementaires, l'exploitant devra veiller à distinguer clairement les campagnes de mesures réalisées sur chacun de ses sites et à ne pas regrouper, dans un même rapport, des bâtiments relevant de sites distincts (PAR1, PAR2 et, le cas échéant, PAR3).**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre, pour la campagne de mesures prévue en 2026, l'ensemble des résultats de contrôle, incluant notamment les groupes électrogènes des bâtiments DC18, DC19 et DC20 mis en service depuis 2023 ;
- fournir une analyse comparative détaillée entre les concentrations et flux mesurés et les hypothèses retenues dans l'évaluation des risques sanitaires, afin de démontrer la représentativité et le caractère conservatoire des données d'entrée utilisées dans l'étude de dispersion atmosphérique conformément aux dispositions de l'article 3.2.5 de l'arrêté du 16 janvier 2024 ;
- revoir son planning de contrôles des rejets atmosphériques afin d'assurer la réalisation du premier contrôle dans un délai maximal de six mois suivant la mise en service de chaque nouveau bâtiment, de garantir que 20 % des groupes électrogènes du site fassent l'objet de contrôles sur une période de trois ans, et d'intégrer systématiquement les groupes électrogènes des nouveaux bâtiments dans les premières campagnes de mesures.

Ce point n'est donc pas encore levé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

**N° 4 : Vitesse d'éjection****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023

**Prescription contrôlée :**

La vitesse d'éjection des gaz en marche nominale est au moins égale à 8m/s

**Constats :**

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisés par Bureau Veritas pour l'année 2023. Pour les bâtiments testés et les groupes électrogènes correspondants, l'inspection des installations classées constate que la valeur limite d'émission applicable à la vitesse d'éjection n'est pas systématiquement mentionnée dans les rapports. La valeur limite d'émission indiquée dans les rapports de 2023 est de 8 m/s. Par sondage, l'inspection des installations classées ne constate pas d'écart à cette valeur.

Toutefois, l'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 prévoit, en son article 3.2.3, une vitesse d'éjection minimale de 25 m/s. Par sondage, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des groupes électrogènes ne respecte pas cette valeur limite d'émission de 25 m/s.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller, lors des prochaines campagnes de mesures, à prendre en compte la valeur limite d'émission de 25 m/s applicable à la vitesse d'éjection et à s'y conformer. **Les mesures d'éjection réalisées en 2023 l'ont été antérieurement à l'entrée en vigueur de cette nouvelle VLE ; ce point est donc levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Valeurs limites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisés par Bureau Veritas au titre de l'année 2023. L'inspection des installations classées constate, par sondage, que l'ensemble des groupes électrogènes ayant fait l'objet d'une mesure respecte la valeur limite d'émission, de 60 mg/Nm<sup>3</sup>, fixée pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle toutefois à l'exploitant que cette valeur limite d'émission n'est plus applicable à l'installation dans le cadre du nouvel arrêté préfectoral du 16 janvier 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prelevement maximal annuel****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.1.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des ressources en eau**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023

**Prescription contrôlée :**

Les prelevements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : prelevement maximal annuel = 9 500 m<sup>3</sup>/an

**Constats :**

Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, les relevés des consommations d'eau présentés par l'exploitant font apparaître une consommation d'eau pour l'année 2022 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre) de 12 224 m<sup>3</sup>. Ce volume est supérieur au volume maximal annuel autorisé par l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021. L'exploitant indique qu'un dysfonctionnement de sonde de conductivité entraîne une surconsommation d'eau. Il précise qu'une étude est en cours afin de modifier les sondes utilisées. En dernier recours, l'exploitant indique que la production d'eau osmosée pourrait être envisagée.

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet un fichier récapitulant les consommations d'eau des années 2023, 2024 et 2025, à savoir :

Année	Consommation d'eau (m <sup>3</sup> )
2023	12494
2024	12771
2025	12328

Il ressort de ces éléments que la consommation d'eau est demeurée supérieure au seuil fixé par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 pour les années 2022 et 2023. Toutefois, l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 a relevé le seuil de consommation annuelle autorisé à 16 740 m<sup>3</sup>. La consommation annuelle d'eau est ainsi inférieure au seuil désormais fixé par l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024.

Ce point est donc soldé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet un plan des réseaux daté du 6 février 2023, conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024. L'examen de ce document n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Convention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par ailleurs, une convention sera établie concernant la prise en charge, dans les installations de traitement de DATA 4 SERVICES, des eaux pluviales collectées dans le périmètre de la société DATA 4 SAS.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant indique qu'une convention relative notamment à la prise en charge des eaux pluviales a été rédigée entre DATA 4 SERVICES et DATA 4 SAS, sans toutefois être signée à cette date. L'exploitant précise que la signature de cette convention est différée dans l'attente de la mise à jour d'une autre convention existante avec le Syndicat de la Vallée de l'Orge Aval (SIVOA).

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement de la commune de MARCOUSSIS et du Syndicat de la Vallée de l'Orge Aval, datée du 18 mars 2023.

Par porter-à-connaissance du 17 décembre 2024, DATA 4 informe l'inspection des installations classées de la création d'un poste électrique exploité par RTE sur l'emprise de l'ancien parking P6. Par courrier du 4 mars 2025, l'inspection des installations classées acte cette modification et indique qu'un arrêté préfectoral complémentaire sera pris dans ce cadre, en précisant qu'une convention de rejet entre RTE et DATA 4 devra être transmise. Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet une convention de déversement fixant les modalités de raccordement et de déversement des eaux usées et des eaux pluviales de RTE dans le réseau de DATA 4 SAS, signée le 13 octobre 2025 par DATA 4 et RTE.

Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur l'existence d'une convention entre DATA 4 SAS et DATA 4 SERVICES. L'exploitant présente une convention signée, mais non datée. L'exploitant indique qu'un dysfonctionnement est intervenu lors de la signature et que la date n'a pas été intégrée au document. Il précise qu'il procédera à la régularisation de cette anomalie et transmettra une version signée et datée à la suite de l'inspection. Par courriel du 5 janvier 2026, l'exploitant transmet la convention entre DATA 4 SAS et DATA 4 SERVICES comportant une date manuscrite du 12 décembre 2025 apposée au-dessus des signatures.

L'exploitant ayant transmis l'ensemble des conventions demandées, ce point est levé.

**Type de suites proposées : Sans suite**

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant a présenté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un plan intitulé « relevé d'ouvrages » permettant de localiser les piézomètres réalisés sur le site, mentionnant sept piézomètres ;</li><li>• le rapport Bureau Veritas intitulé « Rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines - campagne de mai 2022 », référencé 0797624-14631995-1 et daté du 20 juin 2022 ;</li><li>• le rapport Bureau Veritas intitulé « Rapport d'investigations complémentaires des sols et des eaux souterraines du site DATA IV SERVICES de Nozay (91) », référencé 0797624-16270855-1 et daté du 2 décembre 2022.</li></ul> <p>L'inspection des installations classées relevait notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport du 20 juin 2022 indiquait que « l'anomalie en benzène est toujours présente au niveau du PZ1 en amont hydraulique (supposé). Cette valeur est en augmentation depuis la dernière campagne d'octobre 2021 et est peu significative. Elle pourrait être liée à une source potentielle extérieure au site » ;</li><li>• le rapport du 2 décembre 2022 indiquait que « la source de pollution en benzène et xylènes observée dans les eaux souterraines au droit du site pourrait être liée à une source potentielle extérieure en amont hydraulique du site, au vu de la plus forte concentration en benzène détectée en amont hydraulique théorique (PZ6) et en amont-latéral hydraulique théorique (PZ2) ».</li></ul> <p>Ces éléments mettaient en évidence <b>des incertitudes sur l'origine des pollutions observées ainsi que sur le sens d'écoulement hydraulique local.</b></p> <p>Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de compléter ces informations en transmettant une proposition de plan de surveillance des sols et des eaux souterraines, établie conformément à la prestation « conception et programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620, partie 2.</p> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet les deux rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• « Rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines, au droit du site PAR01 - DATA4 SERVICES, présent au 3 route de Nozay à Marcoussis (91) - Campagne d'avril 2025 », réalisé par Bureau Veritas ;</li><li>• « Rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines, au droit du site PAR01 - DATA4 SERVICES, présent au 3 route de Nozay à Marcoussis (91) - Campagne d'octobre 2025 », réalisé par Bureau Veritas.</li></ul>

L'inspection des installations classées constate que plusieurs anomalies persistent au droit de plusieurs piézomètres.

Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant indique que la surveillance est réalisée depuis juin 2020 par Bureau Veritas, selon une périodicité semestrielle. L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur l'exploitation globale des données issues de cette surveillance. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de synthèse consolidée des résultats depuis 2020.

L'inspection des installations classées demande alors à l'exploitant d'exploiter l'ensemble des données disponibles afin de disposer d'un historique synthétique des pollutions identifiées (localisation, évolution temporelle, variations de concentration et dynamique de migration).

Par courriel de janvier 2026, l'exploitant transmet un document intitulé « Surveillance de la qualité des eaux souterraines - Synthèse 2020-2025 ».

Dans ce document, l'exploitant indique notamment :

- qu'aucun lien ne peut être établi entre les concentrations en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), notamment en benzo(a)pyrène, observées au droit du PZ1, et les chantiers de construction des datacenters n°21, 22 et 23, dans la mesure où cette anomalie a été identifiée dès novembre 2022, soit avant le début des travaux ;
- qu'une hypothèse explicative repose sur la qualité des remblais présents sur le site, lessivés par les eaux pluviales et infiltrés vers la nappe souterraine ;
- que depuis novembre 2022, aucune tendance nette à la hausse ou à la baisse des concentrations en benzo(a)pyrène n'est observée ;
- que, du fait de la localisation du piézomètre PZ1 en limite de propriété, une augmentation des concentrations lors des prochaines campagnes justifierait l'installation d'un piézomètre complémentaire hors site ;
- qu'il s'engage à poursuivre l'application rigoureuse des mesures de prévention visant à limiter les risques de transfert de polluants vers les eaux souterraines.

L'inspection des installations classées prend acte des éléments transmis. Toutefois, au regard des incertitudes persistantes sur l'origine des pollutions observées, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de **formaliser un plan de surveillance des sols et des eaux souterraines**, établi conformément à la prestation « conception et programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620, partie 2 et d'apporter des éléments sur les incohérences éventuelles sur le sens d'écoulement.

Ce point n'est pas encore levé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Plan général des stockages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des risques technologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 du présent arrêté seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué ne pas disposer d'un plan général des stockages permettant de localiser les produits mentionnés dans le registre des produits dangereux.</p> <p>Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant indique avoir mené un travail d'inventaire sur le site, notamment à la suite de la création d'un bâtiment dédié au stockage de consommables (pièces de rechange, filtres, etc.). L'exploitant précise qu'aucun produit dangereux n'est présent sur le site, à l'exception des combustibles stockés dans les cuves enterrées.</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des stocks de combustibles et dispose d'un plan d'établissement de l'installation répertoriant l'ensemble des cuves présentes sur le site.</p> <p>Au vu des éléments communiqués, l'inspection des installations classées considère que les obligations relatives à l'identification et à la localisation des produits dangereux sont satisfaites.</p> <p>Ce point est donc soldé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets produits
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées a procédé à un contrôle par échantillonnage du bordereau de suivi de déchets (BSD) n° S041-E0721332, émis dans le cadre de la prise en charge de filtres à huile et à gazole le 30 novembre 2022. L'inspection des installations classées avait relevé que ce BSD avait été établi à la suite du regroupement de petites quantités de déchets, sans que DATA 4 ne soit clairement identifié comme producteur initial du déchet.</p> <p>L'exploitant avait alors été invité à solliciter son prestataire afin que DATA 4 demeure bien identifiable comme producteur initial des déchets produits sur le site. L'inspection des installations classées rappelait à cet égard que l'annexe 1 du formulaire CERFA n° 12571*01 permet d'identifier le producteur initial en cas de collecte de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique.</p> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet trois bordereaux de suivi de déchets émis en 2024 et 2025. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées constate que ces BSD sont complets, que l'ensemble des étapes réglementaires est correctement renseigné et signé, et que DATA 4 est clairement identifié comme producteur initial des déchets.</p> <p>Ce point est donc soldé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Analyse du risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué qu'une analyse du risque foudre avait été réalisée sur le site, sans toutefois être en mesure de la présenter. L'exploitant précisait ne pas parvenir à retrouver ce document et indiquait qu'une nouvelle analyse serait réalisée au début de l'année 2023.</p> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet l'analyse du risque foudre réalisée par la société BCM Foudre le 16 juin 2023, puis complétée les 16 octobre et 22 novembre 2023. Cette analyse conclut que, compte tenu du caractère stratégique de l'activité, un niveau de protection I doit être retenu.</p> <p>Le rapport formule également plusieurs recommandations, notamment la mise en place d'un dispositif de prévention des situations orageuses, à intégrer dans les procédures d'exploitation du site. En cas d'orage, il est notamment recommandé d'interdire :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'accès en toiture des bâtiments ;</li><li>• les interventions sur les réseaux électriques, notamment dans les postes A, B, C, D, E et F ;</li><li>• la présence de personnes à proximité des descentes et prises de paratonnerres ;</li><li>• l'utilisation d'engins de levage en extérieur.</li></ul> <p>Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant indique assurer une surveillance des situations orageuses via notamment le service Météorage. Par courriel du 8 janvier 2026, l'exploitant transmet une procédure interne à appliquer en cas d'alerte météorologique. L'inspection des installations classées constate que cette procédure ne reprend pas l'ensemble des recommandations formulées dans l'analyse du risque foudre. L'exploitant devra donc compléter cette procédure afin d'y intégrer les mesures de prévention préconisées et veiller à leur appropriation par l'ensemble des personnels concernés.</p> <p>Par ailleurs, par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le dossier de réalisation de 2021 relatif à l'installation d'un paratonnerre sur le bâtiment DC15. Par courriel du 8 janvier 2026, il transmet des compléments, notamment le certificat de conformité établi le 22 novembre 2021 par la société Forsond. Lors de la visite du site le 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées constate également la présence de compteurs de coups de foudre sur plusieurs bâtiments.</p>

L'inspection des installations classées constate que l'analyse du risque foudre réalisée en 2023 ne prend en compte que les bâtiments existants jusqu'au DC16. Or, depuis cette date, plusieurs évolutions majeures du site sont intervenues ou sont en cours, notamment la construction ou la mise en service des bâtiments DC18, DC19, DC20 et DC21, ainsi que la réalisation en cours de la sous-station DATA4 (postes E et F), du poste dit « escargot », et des bâtiments DC22 et DC23.

Ces évolutions sont susceptibles de modifier de manière significative l'exposition du site au risque foudre, tant du point de vue des enjeux humains que matériels.

En conséquence, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une mise à jour complète de l'analyse du risque foudre, intégrant l'ensemble des bâtiments existants, en cours de réalisation et projetés, ainsi que les nouvelles infrastructures électriques.

L'inspection des installations classées demande que cette analyse du risque foudre actualisée soit transmise **dans un délai maximal de six mois**, sur la base de l'état actuel du site et des infrastructures déjà construites ou en cours de finalisation.

Cette analyse devra être **mise à jour à nouveau lors de la mise en service complète des bâtiments DC22 et DC23**, afin d'intégrer l'ensemble des évolutions définitives du site.

À la suite de l'inspection de 2022, l'exploitant a transmis une analyse du risque foudre. **Le point relatif à l'absence de transmission de l'analyse du risque foudre lors de l'inspection précédente est donc levé.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

**N° 13 : Etude technique foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 8.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant n'était pas en mesure de présenter l'étude technique foudre relative au bâtiment DC07.</p> <p>Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge de nouveau l'exploitant sur la disponibilité de cette étude. L'exploitant n'est pas en mesure de la présenter le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'étude technique foudre relative au bâtiment DC07 afin de lever ce point. L'inspection des installations classées rappelle que l'étude technique devra également être réalisée pour les nouveaux bâtiments construits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Valeurs limites d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées avait constaté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport VENATHEC du 4 février 2022 mentionnait une émergence nocturne de 5,0 dB(A) en ZER B et de 5,5 dB(A) en ZER C, pour une émergence maximale admissible de 4,0 dB(A) ;</li><li>• le rapport VENATHEC du 24 août 2022 mentionnait une émergence nocturne de 6,0 dB(A) en ZER A, pour une émergence maximale admissible de 4,0 dB(A).</li></ul> <p>Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué qu'un chiffrage était en cours pour la construction d'un mur antibruit, avec un démarrage des travaux prévu en septembre 2023. L'exploitant précisait également que la mise en place de protections acoustiques était prévue sur les bâtiments DC11, DC12, DC14 et DC15.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation engendraient ainsi <b>des émergences supérieures aux valeurs maximales admissibles prescrites par l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021.</b></p> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le rapport de mesurage acoustique réalisé par VENATHEC le 31 octobre 2025.</p> <p>À la lecture de ce rapport, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• à la suite des campagnes de mesures réalisées en 2022, une étude d'insonorisation a été menée par VENATHEC afin de limiter les émissions sonores des groupes froids en direction du Nord. Cette étude a conduit à la définition d'un écran acoustique à mettre en œuvre entre les équipements et la limite de propriété (rapport n° 23-22-00699-01-A-YSI). La construction de cet écran acoustique, d'une hauteur de 3 mètres, a été achevée en 2025 ;</li><li>• les mesures réalisées en ZER B et ZER C lors de la campagne d'octobre 2025 n'ont porté que sur la période nocturne. Le rapport justifie l'absence de mesures en période diurne par l'absence de non-conformité relevée lors des campagnes précédentes. Toutefois, compte tenu des évolutions du site et des mises en service successives de nouveaux bâtiments et équipements, l'inspection des installations classées rappelle que les campagnes de mesures doivent porter sur l'ensemble des périodes réglementaires, notamment diurne et nocturne ;</li></ul>

- les résultats des mesures nocturnes réalisées en octobre 2025 mettent en évidence **des émergences de 5 dB(A) en ZER B et en ZER C, supérieures à la valeur limite réglementaire de 4 dB(A).**

Le rapport conclut que, pour ces points situés au Nord du site, la mise en œuvre du programme global d'insonorisation des groupes froids du site, conformément aux préconisations formulées dans le rapport VENATHEC « 23-23-60-00284-01-L-YSI - Étude d'impact acoustique - Datacenter DC01 à DC23 à Marcoussis (91) », est nécessaire afin de ramener les émergences sonores sous les seuils réglementaires.

Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les suites données à cette situation. L'exploitant indique que de nouvelles investigations sont en cours, notamment en raison de contraintes techniques liées aux équipements déjà en place. L'exploitant précise également souhaiter mener de nouvelles études en tenant compte de la mise en service progressive des nouveaux bâtiments et équipements en cours de construction sur le site. L'exploitant s'engage à transmettre les résultats de ces investigations.

L'inspection des installations classées rappelle que les références réglementaires applicables sont désormais celles de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, lequel fixe les nouvelles prescriptions en matière d'émissions sonores. L'inspection rappelle également que les campagnes de mesures acoustiques doivent porter sur l'ensemble des périodes réglementaires, notamment diurne et nocturne.

En conséquence, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures correctives nécessaires afin de ramener les émergences sonores en deçà des valeurs limites réglementaires ;
- appliquer les préconisations issues des études acoustiques réalisées ;
- réaliser une nouvelle campagne complète de mesures acoustiques, incluant les périodes diurne et nocturne, à l'issue de la mise en service du bâtiment DC23 prévue en mars 2026, ainsi qu'après la livraison du poste dit « Escargot » et de la nouvelle sous-station DATA4 (postes E & F) ;
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats de ces mesures.

**Ce point n'est donc pas levé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 10 mois

N° 15 : Niveaux limites de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2021, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/04/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :
<b>Constats :</b> Pour rappel, lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'inspection des installations classées avait constaté que les rapports VENATHEC du 4 février 2022 et du 24 août 2022 mettaient en évidence des <b>niveaux sonores en limite de propriété non conformes</b> , notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au point LP2, en périodes diurne et nocturne ;</li> <li>• au point LP5, en période nocturne.</li> </ul> Lors de l'inspection du 8 décembre 2022, l'exploitant avait indiqué qu'un chiffrage était en cours pour la construction d'un mur antibruit, avec un lancement des travaux prévu en septembre 2023. L'exploitant précisait également que la mise en place de protections acoustiques était prévue sur les bâtiments DC11, DC12, DC14 et DC15. Les émissions sonores de l'installation engendraient ainsi <b>des niveaux sonores en limite de propriété supérieurs aux valeurs maximales admissibles prescrites par l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021</b> . Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le rapport de mesurage acoustique réalisé par VENATHEC le 31 octobre 2025. À la lecture de ce rapport, l'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des mesures ont été réalisées uniquement au point LP2, lesquelles concluent à une conformité aux seuils fixés par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 ;</li> <li>• <b>aucune mesure n'a été réalisée au point LP5</b>, pourtant identifié comme non conforme lors des campagnes précédentes ;</li> <li>• les mesures réalisées ne couvrent pas l'ensemble des périodes réglementaires, aucune mesure n'ayant été effectuée en période diurne en ZER.</li> </ul> L'inspection des installations classées rappelle que les références réglementaires applicables sont désormais celles de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024. Comme pour le point précédent l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser une nouvelle campagne complète de mesures acoustiques en limite de propriété, incluant les points LP2 et LP5, ainsi que l'ensemble des périodes réglementaires, notamment diurne et nocturne ;</li> <li>• intégrer dans cette campagne les nouvelles configurations du site, notamment après la mise en service du bâtiment DC23 prévue en mars 2026, ainsi que du poste dit « Escargot » et de la sous-station DATA4 (postes E et F) ;</li> <li>• transmettre à l'inspection des installations classées les résultats correspondants.</li> </ul> <b>Ce point n'est donc pas levé.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

## N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- Un château d'eau d'un volume de 340 m<sup>3</sup> est présent sur le site. Un volume de 120 m<sup>3</sup> est entièrement dédié aux moyens de lutte contre l'incendie. En cas de sinistre, la totalité du volume stocké peut toutefois être mobilisée ;
- Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par la réserve du château d'eau ;
- 30 prises d'eau munies de raccords normalisés DN 100 (NF EN 14384 - indice de classement NF S 61 213) et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours, délivrant chacun un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ces appareils permettent de fournir un débit minimal en simultané de 180 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier à la Préfète la disponibilité effective des débits d'eau.

Ces appareils devront être facilement utilisables et implantés à une distance de 100 mètres au plus d'une des entrées principales de chaque bâtiment, en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisés des engins d'incendie. La distance entre chaque poteau d'incendie ne devra pas excéder 150 mètres. Ils seront en outre situés en bordure d'une voie « engin » ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, leurs raccords étant toujours orientés du côté de cette voie (voir notamment NFS 62-200).

Cette défense extérieure est élaborée en concertation avec le service opération-prévision du groupement centre à Arpajon du service d'incendie et de secours (prevision-centre@sdis91.fr), qui assure la réception des prises d'eau dès leur mise en place (arrêté préfectoral 2016-PREF-DCSPIC-SIDPC n°1117 du 17 novembre 2016 - publié le 18/11/2016).

Le schéma ci-dessous représente l'implantation des poteaux incendie :

[plan]

- Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques doivent être judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. À minima, tous les bâtiments disposent d'extincteurs en respectant un ratio de 1 extincteur portatif EPA 6 litres / 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec un minimum d'un appareil par niveau et deux par établissement. Lorsque les locaux présentent des risques particuliers d'incendie, ils doivent être dotés d'extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant ;
- D'un système d'extinction automatique d'incendie et d'un système de détection automatique d'incendie, tels que définis à l'article 8.4.5 du présent arrêté.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

**Constats :**

Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site. L'exploitant indique que ces moyens sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 et précise avoir récemment installé une bâche supplémentaire de 640 m<sup>3</sup> destinée à l'alimentation d'un troisième poteau incendie.

Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de présenter les documents relatifs à cet équipement, la réception de l'ouvrage n'ayant pas encore été finalisée.

L'inspection des installations classées demande en conséquence à l'exploitant de transmettre les documents techniques et administratifs relatifs à l'installation de ce nouvel équipement, notamment les justificatifs de conformité et de réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 17 : Entretien des moyens d'intervention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

**Prescription contrôlée :**

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours, et de l'inspection des installations classées.

Les extincteurs sont vérifiés à minima à fréquence annuelle.

**Constats :**

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet les documents suivants :

- **Le rapport de vérification des extincteurs**, réalisé le 03 novembre 2025 par la société *Lutincendie* pour le bâtiment DC04. À la lecture du document, l'inspection des installations classées constate que le rapport fait état de **97 extincteurs contrôlés**, sans qu'aucun d'entre eux ne fasse l'objet d'une remarque ou d'un commentaire particulier.
- **Le rapport de vérification de la sécurité incendie en exploitation**, réalisé par *SOCOTEC* et daté du 07 novembre 2025 pour le bâtiment DC04. Les installations ayant fait l'objet de la vérification sont les suivantes :
  - système d'alerte ;
  - désenfumage naturel ;
  - extincteurs mobiles ;

- extinction automatique à gaz ;
- plans et consignes ;
- robinets d'incendie armés (RIA) ;
- système de sécurité incendie (SSI).
- les extincteurs mobiles ;
- les RIA.

Toutefois, le rapport précise que, **pour des raisons d'exploitation**, l'extinction automatique à gaz et le SSI **n'ont pas pu être vérifiés**. Il est indiqué qu'il appartient à l'exploitant de **prendre les dispositions nécessaires afin de permettre la réalisation de ces vérifications**.

- Par ailleurs, des **anomalies et défauts**, auxquelles il convient de remédier dans les meilleurs délais.

Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les suites données aux non-conformités relevées. L'exploitant indique que des **tickets internes sont systématiquement émis** afin d'assurer le suivi et la levée des non-conformités.

Concernant plus particulièrement certaines non-conformités liées à l'absence de tests, l'exploitant précise que **certains clients n'autorisent pas la réalisation immédiate des essais**, en raison de contraintes d'exploitation, mais que **ces vérifications sont effectuées ultérieurement**, dès que les conditions le permettent.

L'inspection des installations classées **demande néanmoins à l'exploitant de transmettre les justificatifs attestant de la levée des non-conformités**, en particulier concernant **l'absence de vérification de l'extinction automatique à gaz et du SSI**.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 18 : Systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, ...
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A disposant d'un report au poste central de sécurité (PCS).</p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 du présent arrêté, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction. Il organise, à fréquence semestrielle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les bâtiments sont équipés d'un système d'extinction automatique.</p> <p>À titre indicatif, la figure ci-dessous présente le type de système d'extinction incendie installé dans chaque bâtiment :</p> <p>[plan]</p> <p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le <b>compte rendu d'intervention de maintenance préventive</b>, réalisé par la société <i>SIEMENS</i> à la suite de la visite du 24 septembre 2025 pour le bâtiment DC04. Ce compte rendu fait état de <b>plusieurs actions correctives à mettre en œuvre ainsi que d'axes d'amélioration</b>.</p> <p>Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant indique que <b>des actions correctives sont en cours de mise en œuvre en interne</b>.</p> <p>L'inspection des installations classées <b>demande à l'exploitant de transmettre un plan d'actions</b> afin de permettre la <b>levée des observations formulées pour le bâtiment DC04</b>.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant est également en mesure de fournir un compte-rendu de vérification Q18 datant de moins d'un an, dont le contenu et la forme du document sont définis par le référentiel APSAD, attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet le <b>certificat Q18 du bâtiment DC04</b> , réalisé par la société SOCOTEC à la suite de la visite du 4 mars 2025. Ce certificat conclut que <b>l'installation ne présente pas de risque d'incendie ni d'explosion</b> .  Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées <b>demande à consulter le certificat Q18 du bâtiment DC08</b> . Le certificat Q18, réalisé par SOCOTEC et daté du 11 décembre 2025, conclut également que <b>l'installation ne présente pas de risque d'incendie ni d'explosion</b> .  L'inspection des installations classées <b>demande également à consulter les rapports de vérification associés</b> pour les bâtiments DC04 et DC18. Le rapport relatif au bâtiment DC18 fait état de <b>23 observations</b> , tandis que celui concernant le bâtiment DC04 comporte <b>une seule observation</b> .  L'inspection des installations classées <b>demande à l'exploitant de transmettre un plan d'actions visant à la levée des 23 observations relevées pour le bâtiment DC18</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 20 : Groupes électrogènes - protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif est placé : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li><li>• à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li></ul> Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant présente, lors de la visite du site, à l'inspection des installations classées les dispositifs de coupure placés à l'extérieur pour certains groupes électrogènes. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les documents justifiant du bon fonctionnement des organes de coupure pour les groupes électrogènes du bâtiment DC04.  Par courriel du 06 janvier 2026, l'exploitant transmet les procès-verbaux de vérification technique (VTC), partie électrique, réalisés par la société ENERIA pour les trois groupes électrogènes du bâtiment DC04.  Les documents indiquent, dans la rubrique « Tests de bon fonctionnement des organes », que les essais relatifs aux sécurités des groupes électrogènes sont "corrects".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

**Prescription contrôlée :**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés, de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède. Les réservoirs enterrés sont en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable. Ils sont munis d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen. Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle. Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint. Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'Union européenne ou l'espace économique européen. Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des tuyauteries de remplissage. Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.

**Constats :**

Par courriel du 12 décembre 2025, l'exploitant transmet les documents suivants :

- Le rapport d'inspection annuelle externe des réservoirs de fioul du bâtiment DC18, réalisé par la société SOCOTEC et daté du 12 juin 2025. Le rapport conclut que les réservoirs vérifiés sont en bon état et peuvent être maintenus en service. **Toutefois, l'inspection des installations classées constate une incohérence portant à la fois sur le nombre et sur les capacités des réservoirs mentionnés dans ce rapport, au regard des informations figurant dans le tableau interne de suivi des niveaux de fioul transmis par l'exploitant ainsi que de la situation administrative du site.** En effet, le rapport SOCOTEC mentionne la présence de quatre nourrices de 500 L (0,5 m<sup>3</sup>) et de quatre réservoirs de 25 000 L (25 m<sup>3</sup>) pour le bâtiment DC18, tandis que le fichier interne de suivi des cuves, ainsi que la situation administrative du site, indiquent la présence de huit réservoirs de 40 m<sup>3</sup> et 8 cuves aériennes de 500 L pour ce même bâtiment. **Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer cette incohérence.** Néanmoins, par courriel du 16 janvier 2026, l'exploitant transmet un nouveau relevé des niveaux de cuves faisant toujours apparaître huit cuves de 40 m<sup>3</sup> pour le bâtiment DC18, en cohérence avec la situation administrative actée dans l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier cette divergence entre le rapport de vérification SOCOTEC et la situation administrative du site, et de préciser la configuration réelle des stockages de fioul du bâtiment DC18 ;
- Le procès-verbal de réception relatif à la maintenance du dispositif de détection de fuite du bâtiment DC04, réalisé par la société TTK et daté du 28 mars 2024. Le rapport conclut que l'installation de détection de fuite de liquide fonctionne normalement. Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées demande à

consulter les justificatifs de maintenance de ce dispositif au titre de l'année 2025. **L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de document couvrant cette période.** L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs relatifs à la vérification annuelle 2025 des dispositifs de détection de fuite pour les bâtiments DC04 et DC18. **À ce jour, ces documents n'ont pas été transmis.**

- Les rapports de vérification technique (VTC), partie électrique du 05/09/2025, relatifs aux trois groupes électrogènes du bâtiment DC04, transmis par courriel du 06 janvier 2026 et réalisés par la société ENERIA. **Le rapport concernant le groupe électrogène n°3 fait état de plusieurs observations et remarques à traiter, portant notamment sur la présence de fuites de fioul au niveau des tuyauteries.** L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la mise en conformité de ces installations et de transmettre les éléments attestant de la levée effective de ces non-conformités pour les groupes électrogènes du bâtiment DC04. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la mise en conformité de ces installations et de transmettre les éléments attestant de la levée effective de ces non-conformités.

L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant de transmettre un état des lieux des non-conformités relevées lors des contrôles réalisés en 2025 sur l'ensemble des groupes électrogènes du site, ainsi qu'un plan d'actions précisant les mesures correctives à engager en 2026 pour l'ensemble du parc.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 22 : Réentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 8.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, ...

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Lors des opérations de dépotage, une aire de dépotage mobile ou fixe d'un volume adapté est mise en place. Toute opération de dépotage est interdite en l'absence de dispositif de rétention adapté.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être

contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

La détermination du volume adéquat pour la rétention des eaux d'extinction incendie doit être réalisée suivant la méthode décrite dans le guide pratique D9A « Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction », INESC (Institut National d'Études de la Sécurité Civile) - FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances) - CNPP (Centre National de Prévention et Protection).

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés.

Le volume nécessaire à ce confinement a été déterminé en calculant la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, soit 360 m<sup>3</sup>,
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par m<sup>2</sup> de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe, soit 518 m<sup>3</sup>.

La capacité minimum du dispositif de confinement doit donc être de 878 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées, ou évacuées dans le réseau de collecte des eaux pluviales si elles respectent les valeurs limites imposées par l'article 4.4.2.2 du présent arrêté.

Par ailleurs, en cas d'utilisation de mousses anti-incendie suite à un sinistre, l'exploitant analyse dans les eaux d'extinction les substances per- et polyfluoroalkylées mentionnées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets

aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation. En l'absence de valeur disponible adaptée, aucune valeur limite en concentration n'est associée à ces paramètres.

L'exploitant rédige et tient à la disposition de l'inspection des procédures décrivant les dispositifs retenus pour la gestion des eaux d'incendie.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines, et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers).

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de stockage de produits non conforme aux exigences de l'article 8.5.2 de l'arrêté du 16 janvier 2024.

Toutefois, par courriel du 8 janvier 2025, l'exploitant transmet les comptes rendus de l'écologue pour les passages des 28/04/2025, 29/08/2025 et 18/12/2025. Lors de son passage du 29/08/2025, **l'écologue constate que, dans le cadre d'un chantier, des seaux ont été lavés à l'aide d'un point d'eau en bordure de la zone tampon, et que l'eau s'écoulait naturellement vers la zone boisée.** Le contenu des produits présents dans l'eau de rinçage est impossible à déterminer, ce qui peut constituer une pollution de la zone boisée.

L'écologue précise :

- qu'il faut interdire immédiatement tout nettoyage dans cette zone ;
- qu'un curage des terres en zone tampon pourrait être nécessaire ;
- que ces écoulements d'eau potentiellement souillée entraînent une érosion du bourrelet de terre au pied du grillage ;
- que l'eau stagne également sur la piste de chantier en point bas.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier des actions mises en œuvre suite à ce constat. Elle rappelle que les eaux susceptibles de créer une pollution du milieu naturel doivent être gérées et traitées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 et à la réglementation en vigueur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 23 : Prévention des nuisances sonores en phase travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les horaires des chantiers situés à proximité des zones d'habitation sont adaptés selon la réglementation des communes concernées, ou en concertation avec celles-ci. À défaut, la tenue du chantier respecte les dispositions de l'article R.1334-36 du code de la santé publique. Lors des travaux, l'information du public concerné par ces chantiers est réalisée par un affichage visible sur les lieux, qui indique la durée des travaux, les horaires et les coordonnées du ou des responsables.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées constate que plusieurs chantiers sont en cours sur le site, notamment pour la construction du bâtiment DC22.  À ce titre, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant d'attester du respect des dispositions de l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, relatives aux informations devant être affichées durant la phase travaux, et notamment celles concernant la prévention des nuisances sonores.  Par courriel du 05 janvier 2026, l'exploitant transmet trois procès-verbaux de constat d'affichage du permis de construire relatifs au bâtiment DC22.  Toutefois, ces documents ne permettent pas de justifier du respect des obligations d'affichage prévues à l'article 7.5.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 en matière de prévention des nuisances sonores.  L'inspection des installations classées demande en conséquence à l'exploitant de transmettre les éléments justifiant de la mise en œuvre effective de ces dispositions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 24 : Gestion des boues et laitances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les laitances de ciment sont récupérées, filtrées et décantées dans des cuves spécifiques sur sites. Le cas échéant, celles-ci sont exportées par des sociétés spécialisées pour gestion et traitement à l'extérieur des sites de chantiers. Aucun rejet de boue n'est effectué vers le milieu naturel. D'une manière générale, les boues issues du traitement des eaux de chantiers sont éliminées en centres spécialisés ou par toute filière légale d'élimination, conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la gestion des boues et laitances générées sur les chantiers.  L'exploitant indique que les sous-traitants disposent de leurs propres cuves et qu'aucun rejet n'est effectué vers le milieu naturel, conformément à l'article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024.  Lors de la visite du site, depuis la terrasse d'un autre bâtiment datacenter, l'inspection constate l'absence de rejet vers le milieu naturel sur la partie du chantier du bâtiment DC22 visible depuis ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 25 : Mesures d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  A1 : Mise en oeuvre d'un plan de gestion écologique du bois « Le Grand Parc » de Marcoussis (MA04 du dossier, plan de gestion version 4). Sur l'ensemble de sa propriété boisée (environ 80 ha), le bénéficiaire a modifié son plan simple de gestion (2013-2028) pour conduire sur le bois une gestion écologique comprenant, entre autres, les mesures compensatoires C1, C2 et C4. Le plan de gestion court sur la période 2020-2024. Une évaluation et un nouveau plan de gestion sont établis en 2025 pour une nouvelle période quinquennale. Cette démarche est renouvelée tous les 5 ans jusqu'en 2050 a minima. Le plan de gestion est mis en oeuvre par DATA 4, par l'intermédiaire de son garde-chasse ou tout autre gestionnaire compétent, accompagné par un écologue pour l'ensemble des opérations prévues (voir annexe 10-7). A2 : Gestion des populations de sangliers (MA03 du dossier, TE14 du plan de gestion). L'impact de la densité importante des sangliers est considérable sur le milieu naturel. Sur la quasi-totalité du boisement, le sanglier retourne le sol à la recherche de nourriture (racines, vers, insectes...) et utilise les pièces d'eau pour se souiller. L'impact est très important sur la végétation herbacée sylvestre, qui est détruite ou très perturbée, ainsi que sur la faune terrestre (oiseaux nichant au

sol, petits vertébrés et invertébrés) et la faune des mares (amphibiens, odonates). La diminution drastique de cette population permet de restaurer la diversité spécifique et l'état de conservation de la strate herbacée, et favorise ainsi le succès des mesures C1, C2 et C4. Ainsi, afin de ne pas encourager l'augmentation de la population de sangliers, l'agrainage est totalement supprimé du bois, en tous temps. Pour protéger les mares, des clôtures sont mises en place (voir mesure C4 ci-avant). Le cas échéant, des chasses de régulation de cette population sont organisées. Le suivi de la végétation du site et des populations permettra d'évaluer la nécessité de prélever plus de spécimens ou non.

A3 : Mise en place d'une obligation réelle environnementale. Afin de garantir la pérennité des objectifs écologiques attachés au site dans le temps, le bénéficiaire contractualise une Obligation Réelle Environnementale pour une durée de 99 ans, avant le 31 décembre 2021, sur l'ensemble de sa propriété boisée.

A4 : Plan de gestion écologique des espaces verts du Complexe DATA 4 et labellisation. Afin de concrétiser la gestion écologique prévue aux mesures R11 et C3, un projet de plan de gestion écologique commun pour la mise en oeuvre de ces mesures a été rédigé. Une labellisation ECOJARDIN ou équivalent est visée au plus tard le 31 décembre 2021 pour trois ans, puis renouvelée tous les 5 ans jusqu'en 2050 à minima. Le plan de gestion écologique est mis en oeuvre dès 2021 et court jusqu'en 2050 à minima.

A5 : Valorisation des compensations au titre du code forestier (voir chapitre 13 et MA01 du dossier). Les boisements compensatoires au titre du code forestier sont plantés avec des essences indigènes, de préférence du type végétal local. Par ailleurs, les enjeux liés aux friches herbacées et aux eaux dormantes du secteur A identifiés en annexe 10-8 sont conservés (pas de plantation sur ces zones).

#### Constats :

Pour rappel, dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, un plan de gestion écologique avait été établi pour la période 2020-2024. Ce plan doit être mis à jour en 2025 pour la nouvelle période quinquennale.

Lors de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur l'avancement de cette mise à jour. **L'exploitant indique que le plan de gestion est en cours de révision**, en prenant en compte notamment l'inventaire réalisé en 2025 et reçu en décembre 2025.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre le nouveau plan de gestion écologique dès sa finalisation et de l'informer de son dépôt et de sa validation.

L'inspection demande également à l'exploitant de transmettre le justificatif de labellisation ECOJARDIN pour le site et de l'informer de sa mise à jour, conformément aux dispositions de l'arrêté précisant que le label doit être renouvelé tous les 5 ans.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

N° 26 : Mesures de réduction - opérations de terrassement et de construction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>R5 : Afin d'empêcher l'intrusion de la faune sur le chantier pendant ces opérations, une barrière spécifique est mise en place. Cette barrière est placée un peu en retrait des emprises chantier, dans un espace-tampon compris entre les limites autorisées et 50 m (MR04 du dossier), selon une délimitation décidée par l'écologue en charge du suivi du chantier. L'espace compris entre les emprises autorisées et cette barrière ne doit faire l'objet d'aucun travaux, circulation d'engins ou dépôt de matériaux, en dehors des opérations liées à la mesure R9. La localisation des mesures R4 et R5 est détaillée en annexe 10-0.</p> <p>Ses caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• enterrée sur 30 cm avec un retour vers l'extérieur des emprises afin d'éviter d'être déterrée et soulevée par les sangliers ;</li><li>• en mailles fines ou pleines sur les 50 premiers centimètres de hauteur ;</li><li>• en mailles plus larges d'environ 15 cm sur les 2 mètres restants.</li></ul> <p>La barrière est mise en place après le défrichement et le décapage, mais avant les terrassements et la construction. À l'issue du chantier, elle est pérennisée à condition d'être modifiée pour permettre le passage de la petite faune.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection du 17 décembre 2025, l'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la mise en œuvre des mesures relatives à la mesure de réduction R5. L'exploitant indique être accompagné par un écologue assurant un suivi régulier du site et précise que plusieurs actions ont été menées en 2025 dans ce cadre, notamment la réparation de la barrière suite aux constats effectués.</p> <p>L'inspection des installations classées constate, à la lecture du compte rendu de l'écologue du 18/12/2025, <b>que plusieurs actions restent à engager, notamment concernant les clôtures, les portails, le ramassage des déchets et plus largement l'étanchéité du chantier vis-à-vis de la faune. L'écologue conclut en effet que le chantier n'est pas étanche à la faune.</b></p> <p>L'exploitant indique que des travaux sont programmés courant janvier 2026. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la mise en œuvre effective des actions correctives demandées par l'écologue dans son compte rendu du 18 décembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 27 : Mesures de réduction - Pour toutes opérations confondues**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/01/2024, article 10.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ...
<b>Prescription contrôlée :</b>  R6 : Afin de limiter l'installation d'espèces végétales exotiques envahissantes (MR05 du dossier), les recommandations en annexe 10-1 du « Guide d'identification et de gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes sur les chantiers de Travaux Publics » sont appliquées. Le cas échéant, les recommandations de lutte par espèces de ce guide sont mises en oeuvre. R7 : Afin de limiter la pollution lumineuse (MR06 du dossier), l'éclairage du chantier respecte les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Interdiction d'éclairer les milieux naturels adjacents ;</li><li>• Choix des luminaires : orientés vers le sol (pas de lumière vaporeuse), dont la lampe est isolée de façon à empêcher la pénétration d'insectes, araignées ou mollusques ;</li><li>• Choix du déclenchement : par détection de mouvement ;</li><li>• Choix des lumières : lumière de couleur jaune ambré (T&gt;3000K) ou lampes à sodium, moins attractives pour la faune.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate, à la lecture du compte rendu de l'écologue du 18 décembre 2025, <b>que plusieurs actions restent à engager, notamment en matière de gestion et de traitement des espèces exotiques envahissantes.</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la mise en œuvre effective des actions correctives prescrites par l'écologue dans son compte rendu du 18 décembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

